Taxer les super-bénéfices des grandes compagnies pétrolières

Partage international n° 412 – Décembre 2022

par Jake Johnson

Le 15 novembre 2022, plus de 30 grands médias, issus de pays de presque tous les continents, ont publié un éditorial appelant les gouvernements à imposer une taxe sur les bénéfices exceptionnels aux géants des combustibles fossiles qui ont fait fortune alors que les nations pauvres sont confrontées à des impacts climatiques dévastateurs et que les populations du monde entier luttent pour chauffer leur maison, nourrir leur famille et payer leur loyer.

« Il est temps d'instaurer, au strict minimum, un impôt exceptionnel sur les bénéfices – estimés à près de 100 milliards de dollars au cours des trois premiers mois de l'année – réalisés par les plus grandes compagnies pétrolières et gazières », peut-on lire dans cet éditorial, publié par *The Guardian* au Royaume-Uni, *The Nation* et *Rolling Stone* aux Etats-Unis, *The Hindu* en Inde, *Camunda News* en Angola, *El Espectador* en Colombie et des dizaines d'autres publications.

« Les Nations unies demandent à raison que l'argent soit utilisé pour soutenir les plus vulnérables. Mais un tel prélèvement ne serait qu'un début, poursuit l'éditorial. *Les nations pauvres ont également des dettes qui les empêchent de se relever après des catastrophes liées au climat ou de se protéger contre de futures catastrophes. Les créanciers devraient se montrer généreux en annulant les prêts accordés à ceux qui sont en première ligne de l'urgence climatique. »*

Des dizaines de médias de plus de 20 pays ont lancé cet appel conjoint alors même que les dirigeants du monde entier se sont réunis en Egypte pour la COP27 et que les responsables des pays les plus riches sont à Bali pour le tout dernier cycle de négociations du G20.

L'incapacité des nations riches comme les Etats-Unis, le Royaume-Uni et le Canada à respecter leurs engagements en matière de *« réparation des dommages »* envers les pays pauvres qui subissent les pires conséquences de la crise climatique a été au cœur de la COP27. Les dirigeants des petits pays insulaires et le secrétaire général des Nations unies ont fait valoir qu'on pourrait utiliser une taxe sur les bénéfices exceptionnels des grands pollueurs à l'origine des émissions responsables du réchauffement de la planète pour financer une aide climatique indispensable.

« Les producteurs de combustibles fossiles ont bénéficié de profits exorbitants aux dépens de la population humaine, a déclaré Gaston Browne, premier ministre d'Antigua, dans un discours prononcé le 8 novembre 2022. *Pendant qu'ils profitent, la planète brûle. »*

Si certains pays, dont le Royaume-Uni, ont imposé des taxes exceptionnelles aux géants du pétrole et du gaz, elles ont jusqu'à présent été limitées et n'ont eu qu'un impact minime sur les entreprises de combustibles fossiles telles que Chevron, Exxon, Shell et BP, qui continuent d'afficher des bénéfices records alors que la population du monde entier doit faire face à des prix élevés à la pompe.

Au cours de la présentation des résultats du mois dernier, les dirigeants de Shell ont révélé que la société n'avait pas encore payé d'impôt exceptionnel au Royaume-Uni, malgré leurs bénéfices faramineux de l'an dernier.

La position de *The Guardian* sur la crise climatique

Il est temps d'agir

Le changement climatique est une urgence mondiale qui exige la coopération de toutes les nations. C'est pourquoi *The Guardian* s'est associé aujourd'hui à plus de 30 médias dans plus de 20 pays pour présenter une vision commune sur la marche à

planète de se diriger vers le point de non-retour, – alors que le chaos climatique devient irréversible.

A l'ouverture de la COP27, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a exhorté *« tous les gouvernements à taxer les bénéfices exceptionnels des entreprises de combustibles fossiles et à rediriger cet argent vers les personnes qui luttent contre la hausse des prix de la nourriture et de l'énergie et vers les pays qui subissent des pertes et des dommages causés par la crise climatique.*

Les impacts mortels du changement climatique sont ici et maintenant. Les pertes et les dommages ne peuvent plus être mis sous le tapis. Il s'agit d'un impératif moral. C'est une question fondamentale de solidarité internationale – et de justice climatique. Ceux qui ont le moins contribué à la crise climatique récoltent le tourbillon semé par d'autres. L'éditorial publié par les principaux médias le 15 novembre fait écho à ce message, en notant que *« les populations les plus pauvres du monde supporteront l'essentiel des destructions causées par la sécheresse, la fonte des calottes glaciaires et les mauvaises récoltes.*

Pour mettre ces groupes à l'abri des pertes de vies et de moyens de subsistance, il faudra de l'argent, précise l'éditorial. *Les pays en développement, selon un rapport qui fait autorité, ont besoin de 2 000 milliards de dollars par an pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et faire face à la dégradation du climat.*

Les pays riches ne représentent qu'une personne sur huit dans le monde actuel, mais sont responsables de la moitié des gaz à effet de serre, poursuit l'éditorial. *Il est de la responsabilité évidente de ces nations de leur venir en aide. Les nations en développement devraient recevoir suffisamment d'argent pour s'attaquer aux conditions menaçantes qu'elles n'ont guère contribué à créer – surtout à l'approche d'une récession mondiale. »*

Date des faits : 15 novembre 2022 **Auteur** : Jake Johnson, journaliste à Common Dreams.
Sources : commondreams.org
Thématiques : environnement
Rubrique : Divers